



Numéro 630-août/septembre2023

Courrier de l'UD 14

<https://www.facebook.com/udcgt14/>

<https://www.calvados.cgt.fr>

Déposé le:
04/10/2023
à distribuer avant le:
09/10/2023

CAEN PIC

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Un meeting offensif pour une rentrée revendicative !

Agenda

13 octobre

Grèves et manifestations interprofessionnelles
19/20 octobre

Congrès de l'USD santé action sociale du Calvados
22 octobre

Commémoration et hommages aux camarades
fusillés à Chateaubriant

24 octobre

Journée nationale intersyndicale d'action des retraités
24 octobre

Journée d'étude sur les agissements sexuels et sexistes

Imprimé par nos soins

Directeur Publication : Jean Jacques Morel Poirier

N° Commission paritaire : 1127 S 06277 - N° ISSN : 2496-5065

Le Courrier de l'UD 14, 8, Rue du colonel Rémy 14000 Caen

Téléphone : 02.31.83.68.25 Mail UD CGT 14 : ud14@cgt.fr

Site internet : <https://calvados.cgt.fr>

Pour écrire au journal : courrier.ud1404@orange.fr



Le vendredi 13 octobre

6 raisons de se mobiliser

MANIFESTATIONS

CAEN : 10H30 Place St Pierre

VIRE : 17H30 Porte Horloge

Pour nos salaires.

Alimentation, loyer, énergie, transports : tout augmente sauf les salaires. Pendant ce temps, les grandes entreprises continuent de multiplier leurs profits sans rien lâcher en contrepartie. Grâce à nos mobilisations, c'est l'augmentation générale des salaires qui est aujourd'hui le mot d'ordre commun : du salaire net pour vivre au jour le jour et du salaire brut (maladie, maternité, chômage, retraite...) pour nos protéger tout au long de nos vies.

La CGT est mobilisée pour l'indexation des salaires sur les prix pour que les fiches de paye ne soient plus amputées par l'inflation et l'ouverture de négociations dans l'ensemble des entreprises, des branches et dans la fonction publique.

Pour l'égalité.

Malgré l'affichage « grande cause nationale », les femmes sont toujours payées un quart de moins que les hommes, en moyenne.

La CGT est mobilisée pour l'égalité salariale et professionnelle : revalorisation des métiers à prédominance féminine ; refonte et transparence pour l'Index ; pénalisation des employeurs qui discriminent.

Pour l'environnement.

Les conséquences du dérèglement climatiques sont dramatiques. Il est urgent d'agir pour une transition écologique socialement juste et une réelle planification, construite avec les travailleuses et travailleurs, afin d'anticiper les besoins en formation et qualification ainsi que la création ou recréation de filières entières.

La CGT est mobilisée pour conditionner les aides publiques à des critères sociaux et environnementaux élaborés avec les salarié-es et leurs représentant-es.

Au 1er trimestre 2023, les profits des entreprises agroalimentaires ont progressé de 18% pour s'établir à

7 MILLIARDS D'€



142 MILLIARDS D'€

de bénéfices en 2022 pour les entreprises du CAC 40



Entre 2010 et 2023 le salaire brut horaire réel a baissé de

3,7 %

tandis que les profits ont augmenté de

45,6 %



Dans le monde, les plus grandes entreprises ont versé plus de

560 MILLIARDS DE \$

de dividendes au 2ème trimestre 2023.

La France compte 30% des dividendes reversés en Europe soit

46 MILLIARDS D'€

D'autres choix sont largement possibles, imposons les !

Hausse des salaires et des retraites :

La boussole de l'UD CGT du Calvados en cette rentrée !



Il est un sujet d'une importance cruciale qui touche chacun d'entre nous de manière directe : l'inflation et son impact sur notre pouvoir d'achat. C'est LE SUJET abordé lors de nos tournées syndicales dans les entreprises et administrations du département, sur les marchés et dans les actions que nous menons depuis plusieurs mois.

Alors que la hausse des salaires mensuels moyens en 2022 atteignaient péniblement 3.8% (souvent arrachée par les luttes), l'inflation grimpait elle à près de 5.9%. Une inflation attendue à 5% en 2023 et des prévisions floues au-delà, tant elles dépendent d'arbitrages géopolitiques à l'échelle mondiale.

Dans ces conditions, le salaire réel continuera à baisser en France en 2023. Face à cette inflation généralisée, l'urgence des revalorisations et de nouvelles NAO est plus que pressante. **Un rattrapage s'impose pour toute la population : salaires, pensions, minima sociaux ! Ça urge !**

Or, le gouvernement multiplie les effets d'annonces en exhortant d'autres que lui à desserrer les cordons de la bourse : industriels agro-alimentaires, distributeurs, stations-service, énergéticiens... **Mais soit le rapport de force du monde du travail le contraint à reculer, soit les mesures prises se résument à des bouts de ficelle.**

À titre d'exemple, le bilan de la "prime de partage de la valeur" est dérisoire. Selon le cabinet 3E Consultants, ce dispositif a bénéficié à peine un salarié sur 5 en 2022.

C'est aussi un montant en moyenne très insuffisant, une prime exonérée de cotisations sociales et défiscalisée, et surtout des "primes" versées en lieu et place d'augmentations de salaire pérennes !

Ironie du sort ou preuve du "cynisme à l'œuvre", pour reprendre les termes d'E. Macron, désormais l'inflation repose essentiellement sur la hausse des marges des entreprises, et peu sur la hausse des « coûts » des achats intermédiaires et des salaires.

Autrement dit, les entreprises ont profité de la situation pour augmenter leurs marges et leurs résultats net. Particulièrement visibles dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie et de l'agroalimentaire ... Quand le plein d'essence, le plein du caddie devient un luxe, il rémunère avant tout l'actionnaire !

Le partage de la valeur se fait ainsi largement au détriment des salariés, et au grand profit des actionnaires. Au premier plan des "super-profiteurs" et des plus "généreux" avec ses actionnaires : Total Energies., l'armateur CMA CGM, LVMH ... Au total, les entreprises du CAC 40 ont versé 67.5 milliards d'euros de dividendes en 2022, soit 10 milliards de plus qu'en 2021...

EDITO



Allan BERTU
Secrétaire Général
Union Départementale
CGT du Calvados

Pendant que certains se sont enrichis, d'autres ont subi de plein fouet la précarité et les difficultés économiques...

L'Union Départementale CGT s'engage résolument à combattre ces inégalités, comme les diverses actions que nous menons dans les syndicats, US et UL. Le meeting du 12 septembre dernier les ont bien mises en lumière. Nous luttons pour des hausses de salaires et de pensions immédiate, pour des conditions de travail dignes, pour la protection de la santé des travailleurs, et pour des emplois stables notamment dans l'industrie durement touchés par la politique du « toujours plus de fric » comme chez BOSCH, SCHNEIDER, VALEO, STELLANTIS ...

À la question des inégalités salariales, s'ajoute celle de la précarité sous ses diverses formes. L'INSEE recense 9 millions de Français en privation matérielle et sociale en 2022, soit une frange croissante de la population qui renonce à certains produits ou services, comme se chauffer correctement, partir en vacances, faire 3 repas par jour, etc...

Le sujet est alarmant. La preuve en est : la multiplication des appels au secours et au soutien financier des associations de solidarité comme le Secours Populaire, ou encore la malheureuse mais nécessaire initiative du SELA CGT 14 d'organiser une collecte alimentaire pour les étudiants et jeunes salariés en situation de grande précarité.

L'heure est à l'action, à la solidarité, à la mobilisation pour un avenir plus juste, débarrassé du capitalisme. Au cœur de cette lutte, notre CGT se tient inébranlable, aux côtés des travailleurs et travailleuses de notre pays, pour défendre leurs droits et leurs intérêts.

Le combat de la CGT ne se limite pas aux frontières de notre pays. Nous nous battons pour une Europe sociale, où les droits des travailleurs sont protégés et renforcés, où la coopération remplace la concurrence. Nous soutenons les travailleurs migrants et luttons pour l'égalité des droits, quelles que soient les origines.

C'est tout l'enjeu des mobilisations l'appel des organisations syndicales françaises et européennes du 13 octobre prochain. Il nous faut être nombreuses et nombreux par la grève et la manifestation.

Des rendez-vous sont prévus à Caen à 10h30, à Vire à 17h30 et surtout dans et devant les entreprises et administrations ! Soyons visibles et reprenons l'outil de travail !

Mes camarades, la solidarité est notre mot d'ordre. En ces temps incertains, la CGT reste une force de mobilisation, une voix puissante pour le monde du travail. Nous sommes déterminés à faire entendre cette voix, à défendre notre classe, à construire un avenir meilleur.

Alors en avant !

RETOUR sur le MEETING du 12 septembre



Sandrine BREL

Je veux tout d'abord remercier Damien De Winter, le Maire de Giberville, pour le prêt de la salle Pablo Neruda.

Merci également à nos bâtisseurs Maryvonne, Jacky et Térésa.

Un petit mot sur notre rentrée sociale qui comme chaque année, s'annonce mouvementée !

Le 1er septembre, la réforme des retraites est entrée en vigueur, mais pour la CGT, le combat continue.

Dans le cadre de la mise en place des décrets d'application mais aussi lors des négociations de branches qui vont préciser les dispositifs liés à la pénibilité et lors de la négociation sur les retraites complémentaires, la CGT va tout mettre en œuvre pour limiter les effets nocifs du report de l'âge légal et de l'accélération de la hausse de la durée de cotisation.

Alors que le principe de liberté syndicale est un droit fondamental inscrit dans la loi depuis 1884, la répression et la discrimination à l'encontre des militante-es et militants syndicaux ne font que s'accroître, que ce soit nationalement ou même localement.

Dans le Calvados, avec Stelian chez Thalazur, élu de longue date dans l'entreprise, convoqué à un entretien préalable à licenciement en juin de cette année.

Ou encore Yann, à la fromagerie de Clécy, harcelé depuis son mandatement en tant RSS CGT dans l'entreprise et déjà convoqué à 2 reprises.

Et plus récemment Sébastien Ménesplier, dirigeant national de la CGT, Secrétaire général de la Fédération Nationale des Mines et de l'Energie et membre du Bureau confédéral, qui était convoqué personnellement ce mercredi 6 septembre à 8h30, à la gendarmerie de Montmorency, dans le cadre des actions menées par les électriciens et gaziers, à l'occasion de la mobilisation contre la réforme des retraites.

Ces situations intolérables ne doivent pas nous affaiblir mais au contraire, doivent nous inciter à renforcer encore plus notre rapport de force.

Dans notre département, **ce sont plus de 300 salariés qui nous ont rejoints depuis janvier 2023**. L'engagement syndical de ces nouveaux adhérents, dont certains sont dans la salle ce soir, doit nous redonner confiance dans notre capacité à gagner de nouvelles conquêtes sociales.

Quelques interviews



par Gaëlle LEMELTIER



Matthias

GLM : Bonjour Matthias. Peux-tu te présenter et nous présenter ton organisation ?

MM : Je m'appelle Matthias, je suis actuellement étudiant à la Fac de Caen et secrétaire du SELA 14 (syndicat étudiants, lycéens et apprentis).

Il faut savoir qu'aujourd'hui, un constat saute aux yeux c'est la perte d'influence et de légitimité des organisations syndicales étudiantes historiques du type UNEF, UNL pour son équivalent lycéen.

Partageant ce constat, en 2018 quelques lycéens poussèrent la porte de l'UL de Douai pour demander à se syndiquer à la CGT. Cela de par le fait qu'il leur parut évident de faire s'organiser les futurs travailleurs dans l'organisation historique de lutte et de défense du prolétariat en France la CGT. Ce qui donna lieu à la création d'une cellule locale avant de s'exporter sur Tourcoing et mener à la création du SELA nord. Progressivement ce nouveau modèle s'exporte dans d'autres villes en France, notamment sur Toulouse en Haute-Garonne. SELA qui contribua et contribue activement à la fois au développement qualitatif et quantitatif du modèle.

Qualitatif de par la rédaction d'un ouvrage "Des mains qui pensent" développant les fondements théoriques du modèle SELA. Au niveau quantitatif par le développement d'un syndicat de lutte et de proximité comptant des dizaines de syndiqués et militants actifs.

A partir du succès toulousain, le modèle SELA connaît depuis plus d'une année une véritable dynamique de croissance avec l'apparition de sections sur Paris, Rouen, Marseille, Nice...

C'est ainsi, en apprenant l'existence de ce modèle, qu'avec 3-4 camarades étudiants et jeunes travailleurs on a décidé de le lancer pour le Calvados

GLM : Quel est le but du SELA et qui peut y adhérer ?

MM : Le SELA a plusieurs objectifs, à la fois apporter une aide aux travailleurs en formation et conscientiser ces derniers. Pour ce qui est du premier volet, cela consiste à apporter une aide aux travailleurs en formation pouvant rencontrer des difficultés avec la scolarité (université, CFA, lycée), le Crous et/ou au travail.

Pour le second, il consiste à faire prendre conscience de la nécessité de s'organiser collectivement. En effet, en cette époque

de faible conscientisation de notre classe, la reconstruction de repères est un objectif prioritaire. Objectif qui passe par le retour à une pratique concrète de terrain au plus près des nôtres couplée à la récréation de liens de solidarité.

Concernant l'adhésion, peut adhérer au syndicat tout étudiant, lycéen et apprenti travaillant ou non et tout jeune travailleur de 35 ans ou moins ne bénéficiant pas d'une section syndicale dans son secteur d'activité.

GL : Le SELA sur le Calvados représente combien d'adhérents à ce jour ?

MM : Actuellement, nous comptons 11 syndiqués ce à quoi il faut ajouter une dizaine de sympathisants gravitant plus ou moins autour du syndicat.

GL : Quelles sont les actions que vous prévoyez dans les prochaines semaines ou prochains mois ?

MM : Pour ce qui est du court terme, c'est-à-dire la fin septembre, nous allons continuer nos collectes de produits alimentaires et hygiéniques dans l'optique de réaliser une distribution. En parallèle nous allons retourner à la rencontre résidents en Cité U notamment ceux d'Hérouville. Pour ce qui est du mois d'octobre et de la fin d'année, nous prévoyons d'aller à la rencontre des apprentis et lycéens (en général et en pro) et des étudiants salariés. Couplé à une présence régulière sur le campus 1.

John SALIOU



GL : Bonjour John, comme vient de le faire Mattuias, peux-tu à ton tour te présenter ?

JS : Oui, je suis John SALIOU, je travaille dans le secteur de l'action sociale et je suis le secrétaire de l'USD l'Union DSyndicale Départementale de la Santé et l'Action sociale du Calvados.

GL : Alors John, aujourd'hui on entend régulièrement parler de la fermeture des urgences dans les hôpitaux publics partout en France et plus spécifiquement dans notre département comme à Lisieux ou Bayeux, peux-tu nous faire un point sur la situation de l'hôpital public, et plus précisément sur la pénurie de travailleurs et travailleuses ?

JS : C'est peu dire que l'Hôpital public est dans une situation de crise aiguë. Il y a bien évidemment la pénurie de personnels. Selon les services du Ministère, il manque 100 000 infirmiers et 20 % des étudiants en IFSI abandonnent leurs études au cours de leur cursus de trois ans.

Autres exemples : il y a 27 % de postes de médecins vacants aux urgences, 26% en radiologie, 23% en anesthésie, 19% en gériatrie et 26% en psychiatrie...

Il faut d'ailleurs insister sur la situation absolument alarmante de la psychiatrie : fin 2022 près de 60% des EPSM (établissements publics de santé mentale) ont dû fermer des lits faute de personnels ! Les délais d'attente pour les enfants et adolescents oscillent entre 5 mois et plus d'un an avec bien évidemment comme conséquence une dégradation de leur santé mentale. A l'EPSM Caen, 30% de postes de médecins vacants.

Résultat, le service d'admission Neptune a dû fermer du 17 juillet jusqu'à début septembre.

Concernant les urgences, celles de la Polyclinique du Parc ne fonctionnaient que de 8 heures à 20 heures du 2 juillet au 2 août. L'hôpital de Bayeux a également connu quelques périodes de fermeture mais de façon plus ponctuelle.

Rappelons enfin qu'à partir des questionnaires des 191 structures qui ont répondu à l'enquête, la fédération CGT SANTE & ACTION SOCIALE a calculé qu'il serait nécessaire d'embaucher 11,5 % d'effectifs supplémentaires. Cela représente 400 000 emplois pour l'ensemble des secteurs de la santé et de l'action sociale dont la moitié dans les EHPAD, un quart dans les hôpitaux et le reste dans les diverses structures médicosociales.

Cette pénurie de personnels médicaux et paramédicaux résulte des politiques d'austérité infligées depuis des décennies au monde hospitalier. Le taux d'évolution de l'ONDAM (objectif national des dépenses d'assurance maladie) a été fixé à 2,6 % alors que la FHF (fédération des hôpitaux de France qui regroupe les directeurs des centres hospitaliers) réclame 5% pour que la situation ne se dégrade pas encore un peu plus. La CGT a estimé qu'il faudrait l'augmenter de 10% pour sortir l'hôpital du marasme dans lequel il se trouve.

Il faut enfin mentionner que les récentes revalorisations salariales concédées par le gouvernement dans le cadre du Ségur de la Santé n'ont pas été compensées : le déficit des hôpitaux est ainsi passé de 500 millions à 1 milliard d'euros en 2022.

Et pendant ce temps, on débloque 413 milliards pour l'armée pour les 7 prochaines années, soit 59 milliards par an.

GL : On a parlé de l'hôpital public, mais qu'en est-il de la santé coté hôpitaux privés et dans le médico-social notamment sur l'application du Ségur pour toutes et tous ?

JS : Les établissements du secteur privé lucratif souffrent également de la pénurie de personnels paramédicaux. Pour autant les grands groupes privés (Korian, Orpéa, Elsan, Ramsay) se portent bien financièrement. C'est la question des salaires qui, comme partout ailleurs, prédomine.

Enfin, la CGT n'oublie que des milliers de salariés, tout particulièrement dans le secteur associatif non lucratif, ont été scandaleusement exclus du Ségur.

La CGT continue à réclamer l'extension à toutes et tous sans condition. Les employeurs de cette branche professionnelle, quant à eux, la conditionnent à la signature d'une nouvelle convention collective unique dont les garanties seraient bien évidemment revues à la baisse.

GL : Et pour la question plus spécifique des EHPAD, quelle est la situation aujourd'hui ?

JS : 85 % des EHPAD étaient dans le rouge fin 2022 avec un déficit moyen de 3000 € par place.

La FHF a tiré la sonnette d'alarme pour ce qui est du secteur public. Elle parle ainsi de « situation financière dramatique » et redoute des incidents de trésorerie. Il faut dire qu'en deux ans, leurs ressources ont diminué de 1 milliard d'euros...

Rappelons que la Première ministre s'était engagée en juillet 2022 à créer 50000 postes en EHPAD d'ici à la fin du quinquennat. En 2023, seuls 1000 nouveaux postes ont été financés !

Enfin les récentes revalorisations du travail de nuit et week-end à l'hôpital ne concernent pas le personnel des EHPAD. C'est inacceptable quand on sait les problèmes d'attractivité que rencontrent ces établissements !

Denis BREANT



GL : Bonjour Denis, peux-tu te présenter succinctement ?

DB : Oui, bonjour, Je m'appelle Denis Bréant, je suis salarié de chez Valéo à Mondeville et animateur collectif auto FTM.

GL : Les assises de l'automobile ont eu lieu à Montreuil fin mai, peux-tu nous expliquer en quelques mots ce qui s'y est dit ?

DB : Oui, la Fédération de la métallurgie a organisé des assises de l'automobile où tous les syndicats du secteur étaient conviés mais nous n'étions qu'entre nous, la CGT !

La situation de l'industrie auto étant plus que préoccupante, nous avons décidé d'élargir nos échanges et réflexions d'où l'idée de proposer à des chercheurs, économistes et ONG d'y participer voire pour les ONG de l'organiser collectivement ! Réseau Action Climat et Greenpeace qui partagent le fait de travailler à proposer une politique industrielle qui favorise la transition écologique en améliorant les conditions sociales, préservant l'emploi et l'environnement ont donc accepté.

Convaincus que les stratégies industrielles patronales et gouvernementales basées sur une vision uniquement financière nous conduisent dans une impasse sociale et écologique, c'est donc en partant de cet état de fait que nous sommes tombés d'accord qu'une des solutions pour la filière pourrait être ; un petit véhicule électrique accessible à tous et produit en France.

L'électrification a du sens sur les petits véhicules mais des véhicules, pour certains, sont puissants, donc avec de grosses batteries qui les rendent très lourds. Est-ce bien écolo un SUV proche, voire qui dépasse les deux tonnes ?

Certes nos revendications ne sont pas toutes identiques notamment sur le fait que la FTM considère que la fin des moteurs thermique en 2035 n'est pas la solution.

Il est vrai que les organisations environnementales ne partagent pas ce point de vue sur le mixe de motorisation, pour autant cela nous a permis d'en débattre dans le respect des uns et des autres.

Le forum de l'automobile a permis d'affirmer que la production d'une petite voiture électrique, au plus près des territoires, permettrait de maintenir une activité industrielle en France et de maintenir, voire de créer des emplois.

Cet évènement n'est pas une fin en soi, mais bien le début d'une réflexion pour défendre une autre politique industrielle. Les syndicats CGT, les ONG doivent favoriser les informations et les discussions pour que les travailleurs s'emparent du sujet.

D'ores et déjà, des rendez-vous sont programmés : le 20 octobre à Bordeaux, avec la présence de Sophie Binet, une journée d'action se tiendra devant l'usine Mutares (ex Ford) pour refuser la fermeture de ce site et présenter la voiture Gazelle qui pourrait y être fabriquée. De plus, des forums régionaux seront organisés en Normandie et aux pays de Loire.

GL : Et au niveau du département, comment peut-on travailler la question de l'automobile ?

DB : Je pense qu'il va nous falloir dans un premier temps, à l'heure où l'on parle de protection de l'environnement dénoncer certaines incohérences ! Par exemple VALEO où je travaille, nous produisons pour Alpine, usine installée à Dieppe et deux productions pour Renault Trucks à Blainville. Elles sont maintenant réalisées à Ben Arous en Tunisie. La piste de travail qui me paraît pour le moins essentielle, c'est d'avoir une réflexion partout où c'est possible à proposer des projets industriels.

GL : Côté métallurgie, on entend bcp de choses dernièrement sur l'avenir de BOSCH, de Tockheim, de Schneider ? Tu peux nous en dire plus ?

DB : Tout d'abord il est important de préciser que lorsqu'une usine ferme, l'impact n'est pas que sur les salariés de l'entreprise concernée ! Les intérimaires, les sous-traitants, les emplois induits sont aussi touchés.

Moins d'industrie, c'est moins de services publics, ce sont aussi des petits commerces en souffrance, mais tout cela est souvent occulté alors que c'est si important.

Si on prend l'exemple de Schneider Electric, site qui existe depuis une soixantaine d'années, qui emploie une cinquantaine de salariés et dont la fermeture est annoncée. La direction qui n'a plus investi sur ce site depuis des années, explique à qui veut l'entendre que les investissements dans l'outil de production seraient trop lourds et que par conséquent il est préférable pour elle de délocaliser la production sur un autre site proche de Nice.

C'est simplement inadmissible avec un résultat net de 3,5 Mrds € et un carnet de commandes conséquent, le groupe pouvait faire vivre le site de Bourguébus encore plusieurs années.

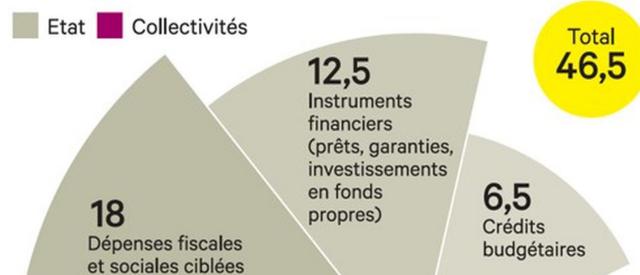
C'était surtout une mort annoncée avec la fin de la recherche et développement en 2012 et déjà une production dirigée vers la Malaisie.

Malheureusement, nous sommes un peu dans le même cas de figure chez Bosch et chez Tockeim.

Et ce, alors que toutes ces entreprises ont largement bénéficié des fonds publics sans contrepartie et bien nous constatons le résultat !

Les aides publiques aux entreprises

En milliards d'euros



Quelques interventions



Julien **PELLERIN**

Julien est étudiant en Master 2 sciences politiques à l'université de Caen et dans le même temps il travaille à temps partiel dans un bar de la ville.

Il est syndiqué au syndicat du commerce et pense animer le collectif des jeunes syndiqués CGT du Calvados

Le collectif jeunes CGT 14, recréé à la fin du printemps dernier à pour objectif de donner un espace où les jeunes travailleuses et travailleurs (18 à 35 ans) puissent se retrouver afin d'effectuer un travail de revendications à la fois dans le cadre de leur branche professionnelle et interprofessionnel.

Ce travail revendicatif s'effectue à la fois au niveau local et national en lien avec les collectifs jeunes de fédérations.

Au-delà des revendications professionnelles, l'association omnisports et culturelle intersyndicale est créée pour renforcer notre cohésion, notre sociabilité entre camarades de tous âges mais également pour refaire du syndicat un lieu accueillant afin d'attirer l'ensemble des travailleurs. ses dans l'action syndicale.

Jean Luc **LEMARQUIS**



Jean Luc est le Secrétaire Général de l'Union des Syndicats des Retraités CGT du Calvados

Il y a de plus en plus de pauvres parmi les retraités :

- 13% ont recours à des associations (Secours Populaire, resto du cœur...);
- 22% renoncent à des soins ;
- 49% à des dépenses telles que la culture, les sports et les loisirs...

Compte-tenu des pertes cumulées depuis le 1er janvier 2017, nos pensions, nos retraites de base et retraites complémentaires, ont perdu environ 10 % et le décalage est encore supérieur par rapport au Smic ou au salaire mensuel de base.

Afin de remettre à niveau les pensions de retraite par rapport au 1er janvier 2017, c'est une revalorisation de 10 % qui est nécessaire au 1er juillet 2023.

Et ce ne sera qu'un acompte sur la revalorisation de 300 € mensuels que nous revendiquons avec la perspective de porter les pensions, pour une carrière complète, au niveau du Smic revendiqué par la CGT, soit 2 000 € bruts.

L'essentiel des pseudo-experts estimeront certainement que c'est impossible à financer. Une revalorisation de 10 %, c'est, annuellement, de l'ordre de 14 à 15 milliards pour la CNAV et 7,5 milliards pour l'AGIRC-ARRCO (dont les réserves s'élèvent à plus de 68 milliards d'euros), soit bien moins que les dépenses militaires annuelles ou que les exonérations de cotisations sociales des entreprises.

Aussi, une nouvelle journée d'action est programmée pour le 24 octobre, pour défendre nos revendications et notre triptyque revendicatif.

Les retraités veulent vivre le temps de la retraite dans de bonnes conditions et nous exigeons aussi pour les retraités futurs.

De plus, ces augmentations entraîneraient des rentrées fiscales et sociales supplémentaires.



Myriam **LE ROY PLUNIAN**

Myriam travaille à la Polyclinique du Parc à Caen. Elle est la Secrétaire Générale du syndicat CGT de son établissement

Je souhaite vous parler d'un pays dont personne ne parle et encore moins les médias. Un pays qui vit une révolution féministe depuis 1 an, depuis la mort de Mahsa Jila Amini.

Chaque jour, les femmes défient le gouvernement Islamique en refusant de porter le voile dans la rue, en chantant et en dansant dans les rues (ce qui est totalement interdit depuis 44 ans). Elles risquent chaque jour de se faire arrêter et enfermer dans les prisons iraniennes où les tortures sont pratiquées et notamment le viol.

En république islamique, on ne pend pas une femme vierge car elle irait tout droit au paradis. Alors les gardiens de la révolution se charge de les violer avant de les pendre.

Les hommes qui apportent leur soutien aux femmes en portant le voile à leur place, subissent eux aussi des tortures (coups, électrocutions et viol).

Chaque nuit, des slogans comme : « mort au dictateur ou femme vie liberté », sont scandés aux fenêtres.

Le peuple se bat de toute ses forces malgré une répression féroce et des conditions de vie de plus en plus difficile (l'inflation a dépassé les 40 %).

Le samedi 16 septembre, était organisé par le collectif liberté pour l'Iran, un hommage de 5h pour l'anniversaire de la mort de Mahsa Amini au café des images d'Hérouville st clair, avec la projection d'un film : « la loi de Téhéran » de Saeed Roustayi qui vient d'être condamné à 6 mois de prison et d'interdiction de tourner de 5 ans pour « propagande anti-régime ».

Le film sera suivi d'un débat et d'un temps d'échange sur la situation en Iran. Enfin, la soirée se terminera par une soirée culturelle avec chants et danses et un buffet.

Je ne pourrais, hélas, être présente puis que travaillant ce week-end là mais j'y serais par le cœur et bientôt par le sang puis que mon compagnon est Iranien.

ZAN ZENDEGI AZADI (femme, vie, liberté)



Intervention



du Secrétaire Général

Allan **BERTU**

Quelques extraits

Chers Camarades, Chers Amis,

Merci à chacune et à chacun d'avoir répondu présent à l'appel de l'Union Départementale des Syndicats CGT du Calvados.

Je remercie une nouvelle fois la Mairie de Giberville et son Maire Damien de Winter de nous accueillir dans cette salle Pablo Neruda.

Malgré une actualité souvent bouleversante, nous devons rester positifs, être offensifs pour faire partager cet espoir de changer le monde, de révolutionner la France et le monde du travail que nous essayons humblement de représenter

Car il y a urgence, urgence pour la paix, urgence climatique, urgence sociale.

Urgence pour la paix: Jamais la paix dans le monde n'a été autant fragilisée. Il faut révolutionner l'organisation du Monde pour mettre la paix, la coopération entre les peuples, la solidarité et un développement partagé au cœur de toutes les relations internationales. Et en ce sens, nous faisons nôtre le combat porté par le Mouvement de la Paix et la campagne ICAN pour débarrasser l'humanité de l'arme nucléaire.

Les relations internationales n'ont jamais été à ce point soumises à des rapports de dominations, des bras-de-fer, des coups de menton, des guerres économiques, mortifères pour les peuples mais jamais pour les grandes familles qui dirigent le monde, et qui trouvent toujours des effets d'aubaine au sang, à la sueur et aux larmes.

La CGT du Calvados sera présente dans les initiatives en lien avec le Mouvement de la Paix. D'autres initiatives seront à l'honneur ces prochains mois, notamment la place si grande du mouvement ouvrier dans la Résistance et le Débarquement en Normandie. D'ores et déjà, je peux vous annoncer que la CGT, toute la CGT, sera à l'initiative dans le département.

Pour garantir un monde de paix il faut aussi répondre à l'urgence climatique et écologique.

C'est, je le crois, le second défi de civilisation où nous devons mettre plus en évidence nos revendications.

Le capital, les puissances financières louent désormais les vertus d'un capitalisme vert, poussant à l'émergence de nouveaux terrains de profit, mais vert ou pas, c'est bien vers ce monde invivable, que nous mène le capitalisme mondialisé.

A nous de montrer qu'il est non seulement urgent mais aussi indispensable de lier l'urgence climatique et l'urgence sociale.

La recherche du profit, les paradis fiscaux, la rentabilité immédiate des capitaux ne sont pas compatibles avec la profonde transformation des modes de production, d'échanges et de consommation, qu'appelle l'urgence climatique.

Chacun voit bien que des révolutions sont indispensables, en matière de maîtrise publique, pour sortir sérieusement des énergies carbonées, pour relancer le transport ferroviaire du fret, pour déployer des transports en commun fiables et gratuits, pour changer les pratiques agricoles et alimentaires, pour construire et proposer des logements qui ne soient pas des passoires thermiques.

Pour concevoir un aménagement du territoire favorisant la proximité entre les bassins de vie et les bassins d'emplois.

C'est tout l'enjeu de nos mobilisations locales, et notamment la défense du Service Public Ferroviaire. Le 22 septembre prochain, les cheminots seront à Lison dans le Bessin, gare menacée de déshumanisation alors qu'elle voit passer plus de 160000 voyageurs par an, dont de nombreuses personnes en situation de handicap.

C'est donc un combat pour l'intérêt général et la planète qui est posé !

La CGT du Calvados, fidèle à ses orientations, construira des alternatives locales et départementales avec d'autres organisations syndicales, associatives sur ces questions, pour interpeller l'Etat en territoire, la Région Normandie, le Conseil Départemental ou bien encore les villes où beaucoup reste à faire.

Cela pose la question de produire autrement, sans exploiter la planète et ses ressources naturelles, sans exploiter les hommes et les femmes et en les associant aux décisions, aux choix de société et aux choix de redistribution des richesses créées, sans les punir.

La défense du pouvoir d'achat c'est aussi une priorité de notre CGT en cette rentrée sociale

9 millions de nos concitoyens vivent sous le seuil de pauvreté, dont des salarié-es, des étudiant-es et des retraité-es ayant travaillé toute leur vie. 5 millions souffrent du chômage.

Parlons de la réalité de ces chiffres, de tous ceux qui sont radiés, de ceux qui sont précarisés, ubérisés et qui sortent ainsi des chiffres de Pôle Emploi, bientôt devenu privatisé avec France Travail

La réalité de notre pays, c'est que le chômage de masse existe toujours et que la précarité de l'emploi se développe comme jamais

Parlons de la vie de ces femmes qui sont principalement touchées par la précarité, par le temps partiel subi et donc par des bas salaires et des petites retraites.

Expliquons aux salarié-es, aux sans emplois que la société capitaliste aura toujours besoin d'un taux de chômage élevé pour faire pression sur les salariés, leur pouvoir d'achat et leurs conditions de travail. La pression sur les salarié-es c'est concrètement 565 salariés morts sur leur lieu de travail l'année dernière.

C'est pour cela que nous demandons plus de pouvoir d'intervention des salarié-es dans les entreprises et que nous revendiquons un nouveau statut pour le travail salarié et une sécurité sociale professionnelle permettant de vivre dignement.

Au lieu de casser la fonction publique comme le fait le gouvernement, nous préférons redonner des moyens humains à l'État, à nos collectivités, à nos hôpitaux.

Pour la CGT, les services publics ne sont pas d'abord des coûts. Ce sont des leviers indispensables pour qu'une société digne de ce nom garantisse l'égalité, comme la réponse à tous les besoins humains. Aussi, nous revendiquons avec force leur développement et leur extension, et la profonde transformation de leur gestion, pour y associer les usagers, les salarié-es et les citoyens.

Côté emploi, des gisements existent : D'abord en réduisant le temps de travail, sans baisser les salaires et en améliorant les conditions de travail. C'est le sens du progrès depuis toujours, c'est donc le sens de notre campagne pour les 32 heures !

Des gisements, il y en a également dans l'industrie : la France devrait se fixer l'objectif de produire ici une grande part de ce que nous importons de partout dans le monde et reconquérir un million d'emplois industriels ! Voilà un objectif ambitieux que nous devons défendre dans le département.

Je souhaiterais maintenant revenir sur la séquence que nous avons vécu toutes et tous ensemble lors du 1er semestre 2023 ? Malgré une mobilisation d'une durée et d'un niveau record, la réforme des retraites est adoptée. Faudrait-il en conclure que le match est terminé ? **Non.**

Nous entrons dans la deuxième mi-temps, et nous aurions gagné la première si Emmanuel Macron n'avait pas changé les règles du jeu en cours de route en utilisant tous les artifices antidémocratiques de la Ve République.

Le rôle des syndicats est constamment méprisé par ce gouvernement qui vise à déconstruire tous nos acquis sociaux et à affaiblir la défense collective des travailleuses et travailleurs de ce pays.

La répression policière sur les cortèges de manifestants, à Caen, à Bayeux, à Sainte-Soline ou dans les quartiers populaires est aujourd'hui l'unique réponse de ce gouvernement à la crise sociale et écologique actuelle.

Une dérive autoritaire quand la contestation se fait entendre avec force et détermination, elle est réprimée par la voie policière et juridique au nom de «l'ordre républicain».

Comme le rappelle la CGT dans ses repères revendicatifs, la police républicaine est un service public qui doit être au service de la garantie des libertés et des droits fondamentaux des citoyen-nes, et non le bras armé du capital ou de l'extrême droite.

Il est donc nécessaire d'ouvrir l'indispensable débat démocratique sur ce service public, avec l'ensemble des acteurs-rices concerné-es, les citoyen-nes et usager-es.

La réforme des retraites sera la casserole d'Emmanuel Macron jusqu'à la fin de son quinquennat. Nous allons utiliser tous les leviers à notre disposition pour reprendre ce qui nous a été volé.

Grâce à notre mobilisation, le Gouvernement n'a plus ni majorité sociale ni majorité politique. Et il ne pourra pas museler le Parlement pendant quatre ans. De nouvelles propositions d'abrogation ou de référendum seront déposées.

Nous avons semé de précieuses graines pour l'avenir, à nous de les faire germer

Ensemble nous avons relevé la tête face à l'autoritarisme gouvernemental et patronal. Le rapport de force nous a permis de gagner des augmentations de salaires dans des centaines d'entreprises, à l'image des magnifiques victoires de l'année passée aux Pervenches, chez DOMIDOM, chez VIRIA

Nous allons désormais tout faire pour généraliser ces luttes et ces avancées dans le département du Calvados.

Alors que trop souvent les négociations ont lieu sous la dictée des employeurs, l'unité syndicale permet de renverser la table et d'imposer qu'elles se tiennent sur la base des exigences des salarié-es.

C'est la raison pour laquelle la CGT œuvre pour pérenniser l'unité acquise durant la mobilisation. Je le dis aussi à nos camarades des autres organisations, dont je remercie de la présence.

Et c'est pourquoi, nous appelons à une grande journée d'action par la grève et la manifestation le 13 octobre prochain, tous ensemble ! Dans l'unité large et nourrie des luttes locales ! L'appel doit être clair, tournons dans les entreprises, organisons des réunions avec les collègues pour les convaincre de la nécessité de l'action.

N'oublions pas non plus de leur proposer l'adhésion et de les organiser y compris par leur présence sur les listes électorales !

La dynamique est lancée, mais quatre salarié-es du privé sur dix n'ont pas de syndicat dans leur entreprise alors que c'est le meilleur moyen de changer la donne dans la durée, de reprendre la main sur notre travail et d'agir concrètement, ensemble. Voilà ce qu'il nous reste à faire : organiser les salarié-es au quotidien, comme nous l'ont prouvé les luttes gagnantes dans le Calvados fin 2022 et même encore cet été 2023, avec Lagniel SAS par exemple.

Jamais l'exigence d'alternatives sociales et environnementales n'a été aussi forte. Ils sont une poignée, nous sommes des millions. Ayons confiance dans notre force.

Voilà mes camarades les beaux combats qui nous attendent pour cette rentrée : nous voulons la placer sous le signe de l'espoir et de la combativité car plus que jamais, il est urgent de mettre l'argent au service du monde du travail et de la planète !

Vive notre Union Départementale, vive la CGT !

Création du collectif jeunes CGT du Calvados



Le 22 septembre dernier avait lieu la réunion de création du collectif jeunes CGT du Calvados. Après un tour de présentation individuelle, l'organisation interne ainsi que les axes de travail du collectif jeunes ont été abordés : sociabilité, qualifications, certifications, salaires et autant d'autres questions concernant les jeunes travailleurs. S'en est suivis plusieurs mandaterments concernant les premiers travaux du collectif. À l'issue des différents points de discussions, un verre fraternel à clôturé cette réunion prometteuse

Par Julien PELLERIN

Merci à INDECOSA CGT

Le témoignage d'une syndiquée

Je tiens particulièrement à remercier INDECOSA CGT du Calvados, dont l'intervention m'a permise de ne plus être embêtée par le service contentieux de mon ancienne assurance.

En février 2022 j'ai décidé de changer d'assurance habitation. Mon nouvel assureur, pour ne pas le citer, la Macif, s'est occupé comme c'est l'usage de la résiliation de mon ancien contrat.

Je n'ai reçu aucune nouvelle de cet ancien assureur jusqu'au jour où il m'a adressé la facture pour l'assurance 2023.

Certaine de la résiliation de mon contrat je ne aucune suite à cette facture. Inquiète tout de même, je me rapproche de la Macif qui refait une deuxième demande de résiliation et là j'ai une réponse qui m'indique que ce n'est pas possible de résilier (ce n'est pas le bon moment !).

L'assurance me réclame alors le paiement de l'année 2023 et me met une injonction de payer par contentieux tout en me résiliant pour « non paiement » au mois de Mars 2023.

Ne sachant plus trop quoi faire, après les multiples menaces du contentieux, mais bien au courant que tout syndiqué à la CGT est automatiquement affilié à INDECOSA, Je suis passée à la permanence à la maison des syndicats au mois de Juillet 2023.

C'est Jacky Tachy camarade indécosa du Calvados qui m'a reçue. Il a été particulièrement réactif, en envoyant aussitôt un courrier listant toutes les erreurs faites par mon ancienne assurance et réclamant la prise en compte de ma première demande de résiliation.

Son courrier a été très efficace puisque quelques temps plus tard l'assurance a finalement laissé tomber le contentieux et j'ai reçu une somme correspondant au prorata de ce que j'avais versé pour l'année 2022.

Tous mes remerciements à INDECOSA et à Jacky pour sa rapidité d'intervention .

Par Marie Ange **POIRIER**



L'IHS du Calvados en visite aux Archives Départementales

Par Jacques **AMBROISE** Président de l'IHS 14



Mercredi 27 septembre 2023, l'IHS CGT du Calvados a organisé la visite des Archives Départementales.

La délégation de 18 personnes a été accueillie par deux archivistes. Cette visite guidée de 2 heures a permis de découvrir, pour beaucoup d'entre nous, la richesse de cet endroit, qui compte 57 kilomètres d'archives.

Le bâtiment n'est pas seulement un lieu de conservation, de stockage, mais c'est aussi un espace où tout citoyen, muni d'une pièce d'identité, peut venir consulter un document référencé. Une grande salle de lecture est à disposition. Il est utile de préciser qu'il est possible de numériser les pièces consultées.

En lien avec les archivistes, l'IHS CGT du Calvados, pour celles et ceux qui souhaiteraient découvrir cet endroit, est disponible pour réitérer cette visite.

Qu'est-ce que l'IHS CGT CALVADOS ?

C'est une association loi 1901 qui se consacre à toutes les facettes de la vie sociale.

Des femmes, des hommes ont fait l'histoire et particulièrement dans notre département du Calvados. Elles, ils, occupaient des professions variées, dans les entreprises, administrations, associations, localités, ...

N'oublions pas ce que furent leur participation au développement de notre société, aux conquêtes sociales dont nous bénéficions aujourd'hui. C'est pourquoi nous leur devons une grande reconnaissance.

Notre Institut se fixe pour but de vous les faire connaître et d'apporter les témoignages, les éclairages sur ce que furent leurs actions militantes.

**IL EST IMPORTANT POUR LA VIE DE L'INSTITUT QUE VOUS ADHÉRIEZ !
LA FORCE DE CETTE ASSOCIATION, CE SONT SES ADHÉRENTS !**

ADHÉSION INDIVIDUELLE : 15 EUROS

NOM/PRÉNOM

Adresse

TéléphoneMail

ACTIF.VE RETRAITÉ.E

ADHÉRENT.E CGT : OUI NON

SI OUI, NOM DE LA STRUCTURE CGT :

ADHÉSION DE STRUCTURES (ASSOCIATION, SYNDICATS, UL, UD, FÉDÉRATIONS, ETC.) : 60 EUROS MINIMUM

STRUCTURE

Adresse

Téléphone.....Mail

H

pour Histoire

La chronique de

Christian LANGEAIS

Quand la petite histoire rejoint la Grande !

Été 1936 : les premiers congés payés :

Les « salopards en casquettes » occupent les plages.!

LES SALOPARDS EN VACANCES



— Vous ne pensiez pas que j'allais me tremper dans la même eau que ces bolcheviks !

C'est avec joie, et parfois surprise, que les travailleurs accueillent, le 20 juin 1936, la promulgation de la loi instituant quinze jours de congés payés pour tous les salariés.

L'idée, revenue au beau milieu de l'explosion sociale du Front populaire et acceptée à l'unanimité du Parlement ne figurait pas au programme initial du Front populaire, était une ancienne revendication de la CGT, émise pour la première fois en 1925. L'incrédulité domine chez celles et ceux qui, dans la foulée des grèves, se retrouvent en congés mais sans moyens financiers. Nombreux partent pourtant de chez eux, à pied, en vélo, en groupe, pour pique-niquer, dormir dans des granges, retrouver la famille à la campagne, participer à des fêtes populaires telle celle qui deviendra la « Fête des Côteaux » à l'île Enchantée de Fleury-sur-Orne.

Alfred Lesage, un ouvrier, militant de Dives sur Mer, témoigne près de l'historien Jean Quellien(1) « que pour certains vieux ouvriers, tel le père Bayet qui a alors soixante dix ans, graisseur à l'usine, il n'y a que les fainéants qui vont en vacances ».

Le secrétaire d'Etat aux loisirs, Léo Lagrange, que la droite a rapidement ainsi surnommé le « ministre de la fainéantise », multiplie les mesures d'encouragement et de soutien aux auberges de jeunesse.

Une première de ces auberges ouvre à Touques dans les locaux de l'école de garçons où la municipalité a aménagé deux dortoirs, le « père aubergiste » n'est autre que l'instituteur et secrétaire de mairie. André et Marcelle Louvel, lui ouvrier ébéniste et elle, institutrice, futurs résistants, fréquente cette Auberge de jeunesse de Touques : « l'atmosphère était

très saine entre nous, on ne faisait pas de différence entre « intellectuels » et ouvriers. /.../ On apprenait l'esperanto et des chansons pacifistes, mais on discutait assez peu de politique. /.../ On partait à bicyclette la plupart du temps. Nous arrivions le matin dans un lieu où nous mangions ce que nous avions emporté dans nos sacs. Parfois, on se payait un petit repas au restaurant. A Ouistreham, quelqu'un nous avait prêté un bateau pour aller faire une virée au large ».

Avec l'instauration, au début du mois d'août, des « billets populaires de congés annuels » à 40 % de réduction, les ouvriers de la banlieue parisienne déferlent sur les plages du Calvados. Edouard Morel, alors cheminot(2) à Caen n'oublie pas les dizaines de trains supplémentaires vers Luc sur Mer, Saint-Aubin-sur-Mer, Bernières sur Mer, alors desservis pas le rail, et ce qui le frappait alors « la joie, l'insouciance, l'exubérance, les cris. Ce n'était pas du tout la même ambiance qu'avant, avec les bourgeois surtout préoccupés par leurs précieuses valises ». Sur la Côte Fleurie, « beaucoup d'ouvriers de chez Renault, très remontés, heureux d'être en vacances. Il y avait de l'ambiance, ils arrivaient en vélo ou an tandem et campaient dans les dunes. Sans eau, sans rien. De chaque côtés de Cabourg, les dunes étaient noires de campeurs (3) ».

Les habitués de l'Hôtel du Casino de Cabourg, un établissement à la clientèle très aisée sont outrés à l'idée de voir « leur plage » occupée par les ouvriers et devenues infréquentables. Cela occupe toutes leurs conversations.

Et les très aristocratiques stations de Deauville et Trouville n'échappent pas à l'invasion de ces « salopards à casquette ». Le préfet du Calvados, dans son bilan de la saison de l'été 36, souligne que les stations on bénéficié de l'afflux « des congés payés » mais que les casinos n'ont pas connus l'affluence des années passées « la grosse clientèle paraissant bouder ».

Le mois prochain, nous poursuivrons cette période du Front populaire avec :

« L'homme ne vit pas que de pain ».

(1) *Témoignage d'Alfred Lesage du 14 novembre 1985 publié dans 1936... Le Calvados au temps du Front populaire. Jean Quellien Editions du Lys.*

(2) *Témoignage d'Edouard Morel du 24 octobre 1985. Ibid.*

(3) *Témoignage d'Alfred Lesage. Op. Cit.*

LES SPÉCIALISTES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE



**35 ANS
D'EXPÉRIENCE**

auprès des CSE.
Spécialiste des Organisations Syndicales,
présent auprès de plus
de 40 Fédérations,
UD, UL et Comités Régionaux.

- **Expertises Comptables**
- **Formations**
- **Commissariat aux comptes**

**40 EXPERTS
QUI VOUS SONT PROCHES**

CO·EX·CO

VOS CONTACTS

COEXCO PARIS
11 rue des Immeubles Industriels - CS 41132
75543 PARIS CEDEX 11
01 43 73 90 79

COEXCO AMIENS
53-55 avenue d'Italie - CS 60453
80094 AMIENS CEDEX 3
03 22 53 27 47

vouzoulias@coexco.com - rouzoulias@coexco.com